M Lamboley
Animateur RSL

Réseau social laïque

Retraites: pour un référendum républicain

Le projet de loi est passé. Mais le peuple souverain ne l'accepte pas. Le président a tenté d'opposer la rue, ce qu'il appelle la foule, aux gens raisonnables et respectueux des lois. Si cela a marché lors de la crise du COVID où l'on a opposé deux partis de la population, vaccinés et non vaccinés, alors que de nombreux vaccinés étaient parfaitement hostiles au pass sanitaire, cette fois cela risque très clairement de se retourner contre lui.

En effet la population soutient les grèves et les actions contre le projet de loi. Outre son échec politique qui justifie son usage du 49-3, les récentes déclarations du président n'arrangent rien. S'il voulait mettre le feu dans les rues il ne s'y prendrait pas autrement. Justement c'est peut être ce qu'il veut. Augmenter les enchères comme il l'a fait avec certains parlementaires LR accrochés pitoyablement à leur siège. Son interview le montre, le peuple aurait peur du changement, du monde, du déclassement. Son arme est alors la peur. La peur de l'absence de majorité alternative, celle du chaos, qu'il a lui-même provoqué et qu'il cherche alors à instrumentaliser avec des médias, qui vont se régaler du désordre, pour faire oublier le mois de manifestation pacifique que nous venons de vivre.

Cette tactique est rationnelle. La peur pourrait cliver le front syndical et le diviser lui ouvrant alors une fenêtre d'opportunité dans sa communication afin d'arriver, comme pour les gilets jaunes, à un morcèlement de la contestation. Les cortèges plus réduits donnent alors un sentiment de normalité alors que les braises restent. Cette technique du pompier pyromane marchera difficilement cette fois-ci. En effet, 278 voix pour une motion de censure c'est énorme, il s'en est fallu d'un cheveu! La rue a la moitié du parlement avec elle. Certes la division partisane peut l'affaiblir mais sa légitimité républicaine est là. Opposer la rue aux institutions n'a donc pas de sens. La solitude du président se fait visible, ses alliés commencent à s'en démarquer.

Cette fracturation met en danger les institutions. N'importe quel républicain un peu sensé le concevrait. Les macronistes qui s'évertuent à construire une légitimité institutionnelle à la séquence politique qui vient de se dérouler ont déjà perdu la bataille idéologique. Contrairement au Capitole ou au Brésil, la rue est devenue légitime parce qu'elle représente le peuple tout entier, le peuple souverain. Les factieux sont ceux qui s'y opposent. Les macronistes vont alors détourner les institutions de l'Etat, utiliser la police à des fins politiques pour criminaliser le peuple, le délégitimer en le présentant comme des casseurs. Cette voie n'a pas d'issue, même si le président arrive à ses fins, ce mouvement repartira de plus belle. La souveraineté vient du peuple c'est constitutionnel parce que c'est notre histoire. Le peuple suit la voie de son émancipation, c'est l'incarnation de la république. Il est frappant de constater que l'entêtement du président est celui d'un roitelet que la violence de la finance a bercé depuis son enfance favorisée. Il a les choix institutionnels pour éviter ce qu'il appelle « le chaos » ou « la foule » : le référendum. Il ne l'a pas choisi jusqu'à présent, mais le référendum est la seule issue possible afin de retrouver la paix civile durable c'est-à-dire la fraternité. Outre la mobilisation sociale, deux options politiques restent à ce jour.

Si le conseil constitutionnel valide tout ou partie de cette loi, exiger un référendum sur ce projet de loi en faisant pression sur les institutions.
Si le conseil constitutionnel invalide la loi cela prouvera que ce gouvernement a tenté de détourner les institutions pour faire passer un projet injuste et autoritaire. Exiger une constituante sera alors à l'ordre du jour afin d'éviter que cela ne se reproduise.

Dans les deux cas, cette crise sociale devenue une crise de régime exige la mobilisation du peuple.